

Tableau de bord économique et social du Luxembourg

9 juillet 2020

Photo by Eileen Pag, Unsplash

Entre sortie du brouillard et vents contraires

Les indicateurs de ce Tableau de bord dessinent un tableau très contrasté de la situation économique et sociale en ce début d'été.

Les dernières prévisions du STATEC tablent sur une récession de 6,0% en 2020, suivie d'une croissance de 7,0% en 2021. La Commission européenne, qui vient de mettre à jour ses prévisions, projette de son côté un recul du PIB de 6,2% cette année, suivi d'un rebond plus modeste en 2021 (+5,4%). Au premier trimestre, le PIB se serait replié de 0,2% par rapport au premier trimestre 2019 d'après la première estimation du STATEC.

Si la reprise économique est encore difficile à qualifier et si le retour à la normale risque d'être long, certains indicateurs montrent tout de même des signes encourageants. Sur le marché du travail tout d'abord : alors qu'en mars et avril, le pays avait vu 8.900 emplois salariés détruits, le retour des créations d'emplois en mai, avec un niveau non-négligeable (+4.500 postes), est une bonne nouvelle. L'envolée du nombre de demandeurs d'emplois a été stoppée (-0,2% entre avril et mai) et le

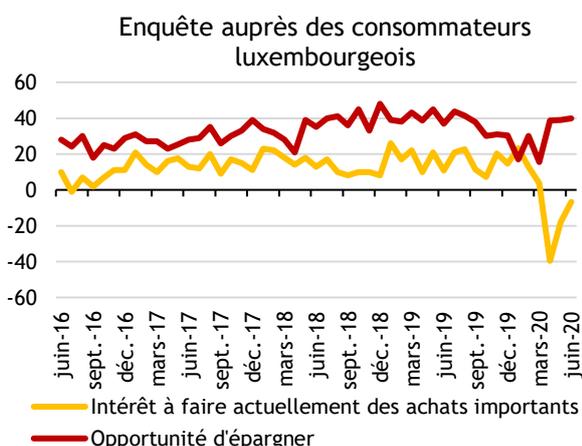
taux de chômage s'est stabilisé à 7%. Le déconfinement a également été propice au moral des consommateurs qui se redresse sensiblement en juin. La bonne tenue des marchés financiers a permis aux actifs des fonds de la place financière de poursuivre leur ascension. Enfin, la plupart des enquêtes sectorielles montre une amélioration des soldes d'opinion des entreprises quant à leur niveau d'activité, bien qu'ils restent en territoire négatif.

Mais des [vents contraires](#) peuvent encore souffler sur cette dynamique. La confiance en l'avenir pour les consommateurs et les investisseurs, l'absence de salariés (toujours en télétravail) pour les restaurateurs et les commerces, et bien sûr le virus, qui continue à circuler, et qui reste le premier risque...

En outre, le caractère « asymétrique » des conséquences de cette crise est de plus en plus visible, entre les secteurs, leurs salariés, mais aussi entre les pays et régions de l'UE.

Pour la reprise, il reste donc encore à transformer l'essai. Et, plus que jamais, à rester attentif à tous les signaux qui obligeraient des interventions publiques sur mesure et aussi fortes que nécessaires.

[Zoom] Le moral des consommateurs : un rôle clé pour la reprise



Source : [BCL](#)

L'indicateur de confiance des consommateurs a marqué un net redressement au mois de juin (voir page 7), avec un retour de l'intérêt à faire des achats importants.

En revanche, après que les mois de confinement ont sensiblement augmenté l'épargne « forcée » des ménages, « l'opportunité d'épargner » demeure largement plébiscitée dans cette enquête. Dans les banques luxembourgeoises, les dépôts à vue des ménages résidant au Luxembourg ont augmenté de 1,4 milliard d'euros entre mars et mai, soit 850 millions de plus que la tendance moyenne constatée sur les 12 mois précédant le confinement.

Transformer le regain de moral des consommateurs en actes (« déconfinement » de l'épargne) sera probablement déterminant pour la reprise de l'économie, en particulier dans les secteurs qui ont le plus souffert du confinement.

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Juin 2020	P3
2	Activité dans la construction	Juin 2020	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Juin 2020	P3
4	Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers	2 ^{ème} trimestre 2020	P4
5	Activité dans le commerce	Juin 2020	P4
6	Actifs des fonds (OPC)	Mai 2020	P4
7	Produit bancaire	4 ^{ème} trimestre 2019	P4
8	Chômage partiel	Juin 2020	P5
9	Inflation	Juin 2020	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Juin 2020	P5
11	Evolution du chômage	Juin 2020	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Juin 2020	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Juin 2020	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Juin 2020	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	1 ^{er} trimestre 2020	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Mai 2020	P7
17	Compte financier des administrations publiques	4 ^{ème} trimestre 2019	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Avril 2020	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Juin 2020	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	1 ^{er} trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Mai 2020	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Juin 2020	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p>Production industrielle</p> <p>Juin 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis 2019, les indicateurs de production industrielle étaient déjà sur une tendance baissière au Luxembourg. - Au mois de juin, le solde d'opinions sur la tendance récente de la production reste en territoire très négatif (-55%). - Pour les trois prochains mois, 28% des répondants estiment que la production devrait augmenter, 42% l'estiment stable et 30% en baisse. - Par rapport à la précédente enquête les perspectives de l'évolution de l'emploi sont moins négatives (62% anticipaient une baisse le mois dernier, ils ne sont « plus que » 36% en juin). 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Juin 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les estimations d'évolution de l'activité des entreprises du secteur sur les 3 derniers mois marquent un recul en juin. - En revanche, les carnets de commande sont jugés élevés par 15% des entreprises, normaux par 69% et faibles par 16%. - L'emploi devrait rester stable pour 73% des entreprises et devrait baisser pour 10% d'entre elles, ce qui constitue une amélioration de la perspective par rapport à l'enquête de mai. 	<p>Activité et carnets de commande de la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans les services non-financiers</p> <p>Juin 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En juin, l'activité des entreprises du secteur des services non-financiers se redressait très légèrement pour rester à un niveau historiquement bas (solde d'opinions de -51% pour l'évolution des 3 derniers mois). - Avec le déconfinement, l'estimation de l'activité pour les 3 prochains mois, bien que toujours négative, se redresse par rapport aux précédentes enquêtes (solde d'opinions de -18% en juin, contre -38% en mai contre -73% en avril). - L'évolution envisagée de l'emploi du secteur reste négative (solde d'opinions de -19%, contre +26% en moyenne en 2019). 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services (solde d'opinions)</p>

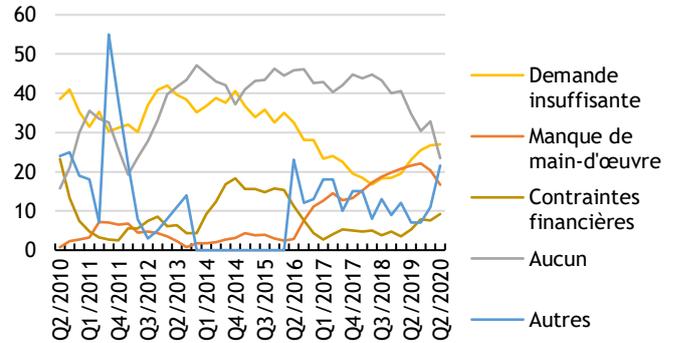
Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers

2^{ème} trimestre 2020

Source : [STATEC](#)

- Si dans l'enquête du STATEC de janvier dernier, 40% des entreprises du secteur estimaient qu'aucun facteur ne freinait leur activité, cette proportion est tombée à 4% dans l'enquête de mars.
- La part des entreprises contraintes par le manque de main-d'œuvre est passée de 25% au 1^{er} trimestre à 7% au 2^{ème} trimestre 2020.
- Si le manque de demande n'est pas identifié comme un facteur limitant davantage l'activité, la part des entreprises limitées par « d'autres facteurs » passe de 11% à 22%.

Principaux facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers (% , moyenne mobile sur 1 an)



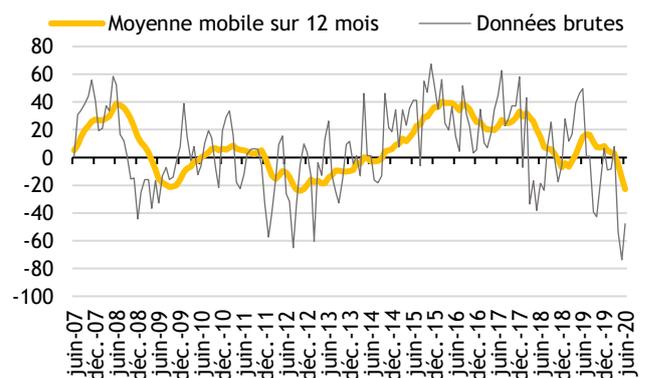
Activité dans le commerce

Juin 2020

Source : [STATEC](#)

- Si elle semble se redresser légèrement, l'estimation de l'activité des trois derniers mois dans la branche reste négative en juin (solde d'opinions de -48%).
- En revanche, les perspectives d'activité pour les trois prochains mois se redressent significativement (solde d'opinions de +29% en juin, contre -39% en mai et -75% dans en avril).

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



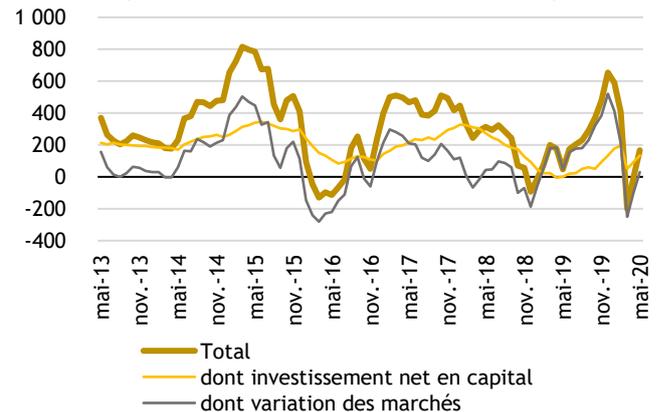
Actifs des fonds (OPC)

Mai 2020

Source : [CSSF](#)

- Après une chute en mars, la valeur des actifs nets dans les OPC luxembourgeois poursuit en mai un redressement entamé en avril (+80 milliards, soit +1,8%).
- Sur le mois de mai, la hausse des marchés contribue à 46% de la hausse des actifs nets et les investissements nets, également positifs, à 54% de la tendance.
- En comparaison à mai 2019, la valeur des actifs affiche une hausse de 165 milliards d'euros, soit +3,8% (+31 milliards dus à la variation des marchés et +135 dus aux investissements nets).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



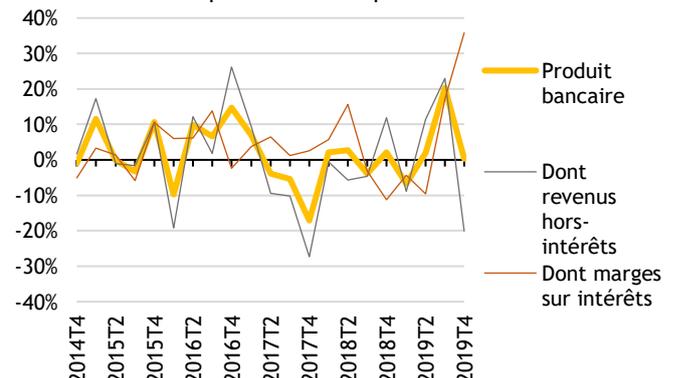
Produit bancaire

4^{ème} trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Les marges d'intérêt et les revenus hors-intérêts (principalement les commissions) représentent respectivement 44% et 56% du produit bancaire luxembourgeois.
- Au 4^{ème} trimestre 2019, les revenus des établissements de crédit étaient stables par rapport à l'année précédente, marquée par une baisse sensible des revenus hors-intérêts (-20%) et une hausse des marges d'intérêts (+36%).
- Sur l'ensemble de l'année 2019, le produit bancaire (12,1 milliards d'euros) progressait de 3,5%.

Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire



Chômage partiel

Juin 2020

Sources : ADEM (données provisoires au 3.7.20), STATEC

- Avec le déconfinement progressif, le nombre de salariés au chômage partiel a fortement baissé. Ils n'étaient « plus que » 13.054 en juin (données provisoires), soit 3% de l'emploi salarié intérieur (contre 65.800 en mai et 150.000 en avril soit le tiers des salariés).
- Seuls quatre secteurs restent concernés : en premier lieu l'Horeca (50% des salariés, soit 10.200 personnes), malgré la réouverture progressive des cafés et restaurants, mais aussi les « activités récréatives » (8% des salariés, soit 296 postes), l'industrie (4%, 1.550 postes) et la logistique (3%, 780 postes).

Part des salariés en chômage partiel (rapportée à l'emploi salarié en 2019)

	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20
Horeca	77%	85%	72%	50%
Construction	84%	89%	9%	0%
Activités immobilières	51%	57%	28%	0%
Autres activités de service	45%	49%	38%	0%
Commerce	48%	53%	27%	0%
Industrie	45%	47%	21%	4%
Transports et entreposage	33%	32%	20%	3%
Arts spectacles et activités récréati	25%	28%	24%	8%
Services aux entreprises	26%	29%	15%	0%
Agriculture, sylviculture et pêche	23%	24%	6%	0%
Information et communication	13%	16%	12%	0%
Santé humaine et action sociale	5%	6%	2%	0%
Enseignement	3%	3%	2%	0%
Act. des ménages en tant qu'employ	1%	1%	1%	0%
Activités financières et d'assurance	0%	0%	0%	0%
Administration publique	0%	0%	0%	0%
Total	32%	34%	15%	3%

Données provisoires au 3 juillet 2020

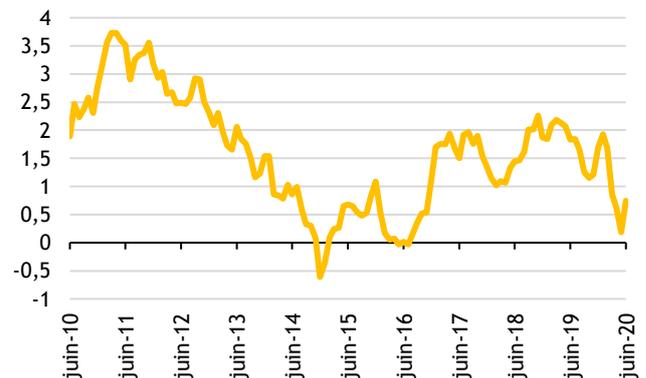
Inflation

Juin 2020

Source : STATEC

- Depuis mars, l'indice des prix à la consommation est repassé sous la barre du 1%. Entre juin 2019 et juin 2020, il augmente de 0,75%, mais de forts contrastes apparaissent.
- Les prix énergétiques se reprennent par rapport au mois de mai, mais affichent toujours de fortes baisses sur un an : -35% pour les combustibles liquides -15% pour les carburants.
- Les prix des produits alimentaires continuent d'augmenter, bien que plus lentement (+3,4% sur un an). La hausse est particulièrement marquée pour les fruits (+12% en un an) et les légumes (+5,5%).

Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois en %)



2. MARCHÉ DU TRAVAIL

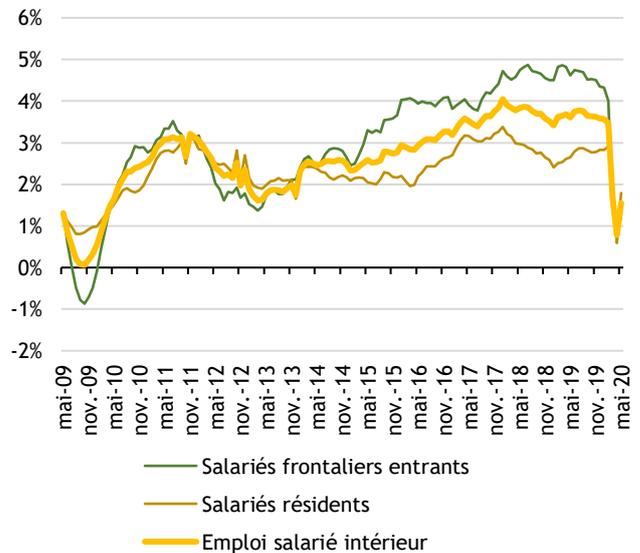
Evolution de l'emploi

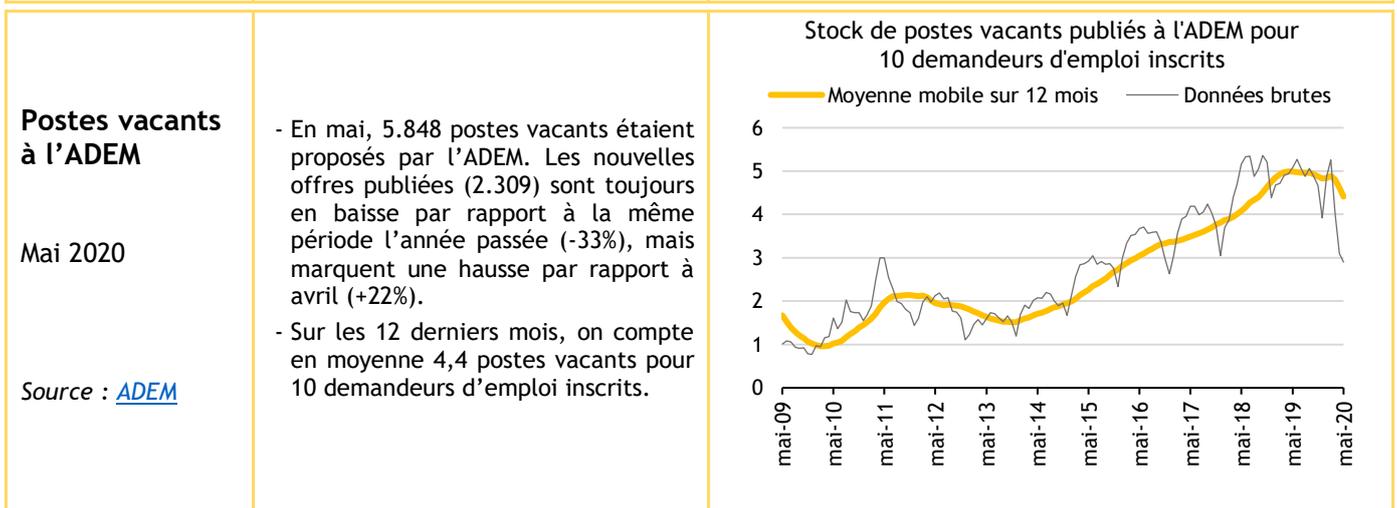
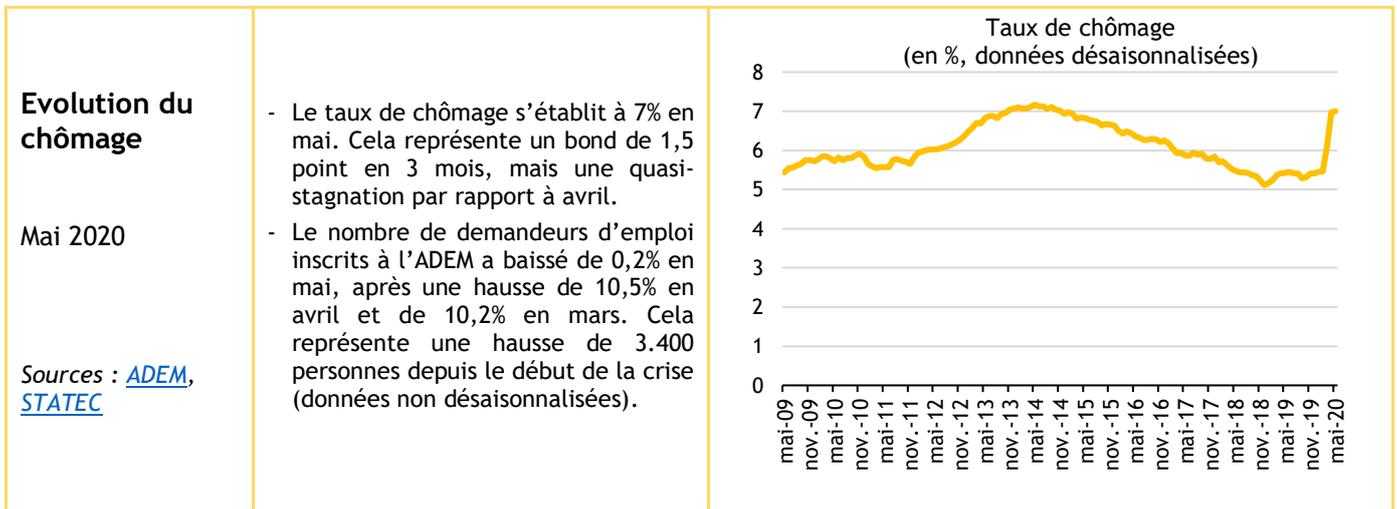
Mai 2020

Source : STATEC

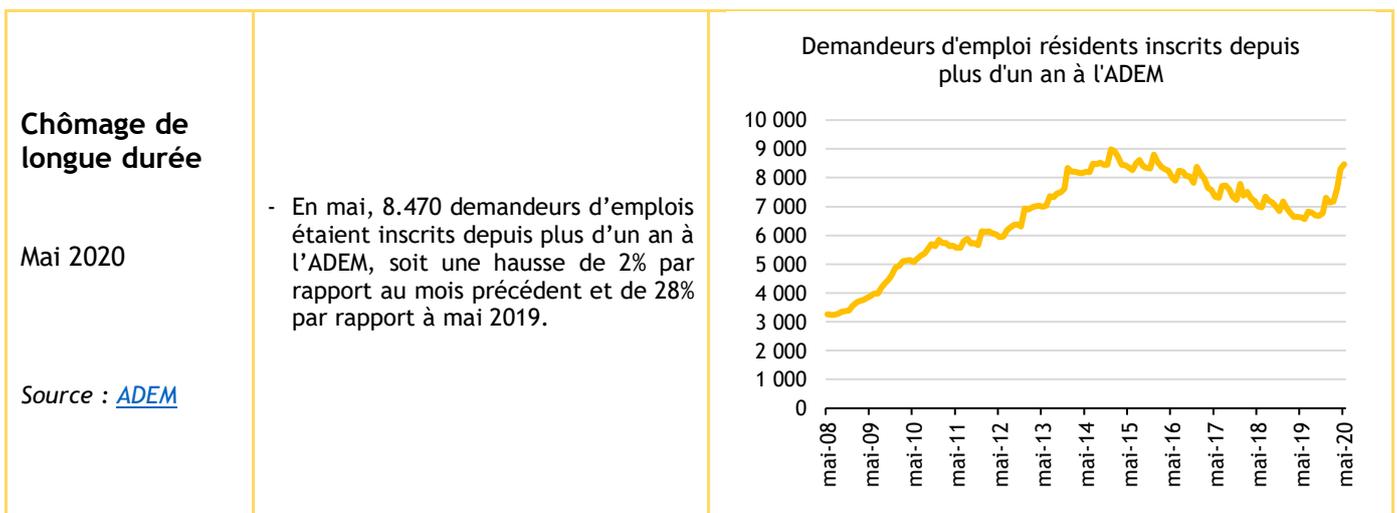
- En mars et avril, l'emploi salarié intérieur avait reculé de 8.900 postes (-4.300 frontaliers et -4.600 résidents).
- Avec le déconfinement, le marché du travail luxembourgeois a de nouveau créé des emplois en mai (+4.500 postes, soit +1%). Les résidents ont davantage bénéficié de cette reprise (+3.730, soit +0,4%) que les frontaliers (+770, +1,5%).
- En évolution annuelle (graphique), l'évolution de l'emploi s'accélère, mais reste sur un rythme nettement inférieur à la moyenne de 2019 (+1,5% en mai 2020 par rapport à mai 2019, contre une moyenne de +3,7% en 2019).
- Le nombre de salariés frontaliers progressait à un rythme annuel de 1,2% (contre +4,7% en 2019) et celui des salariés résidents de 1,8% (contre +2,7% en 2019).

Evolution de l'emploi par rapport à l'année précédente (% , données désaisonnalisées)





3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES



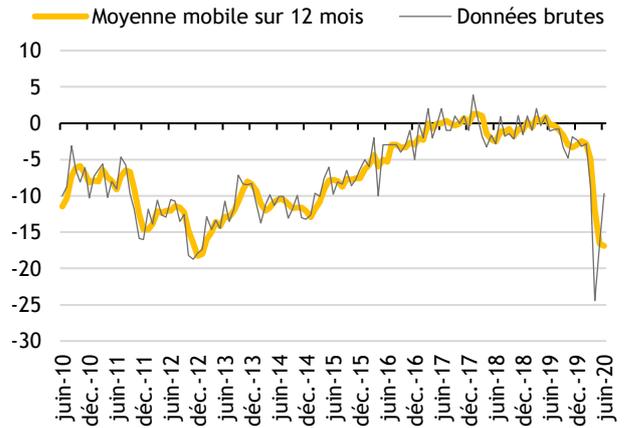
Indice de confiance des consommateurs

Juin 2020

Source : [BCL](#)

- L'indicateur synthétique de confiance des consommateurs marque une amélioration sensible en juin et retrouve les niveaux qu'il occupait en 2013.
- En particulier, la perception des ménages sur l'évolution de leur situation financière au cours des 12 prochains mois ainsi que leur intérêt à faire des achats importants s'améliore par rapport à l'enquête de mai.
- Toutefois, la perception des consommateurs sur la situation économique générale depuis 1 an n'a jamais été aussi morose depuis le mois d'avril 2015.

Indice de confiance des consommateurs



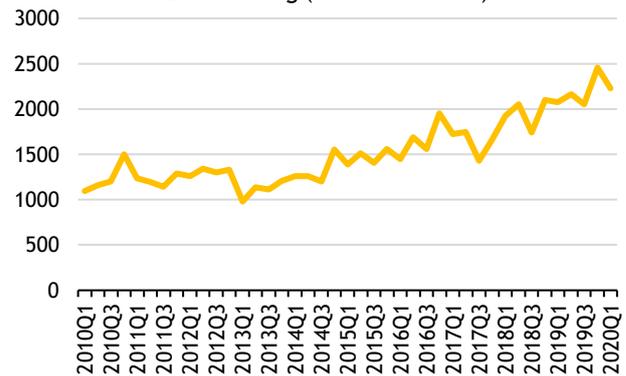
Crédits immobiliers accordés aux ménages

1^{er} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages continue de marquer une accélération au premier trimestre 2020 par rapport au même trimestre en 2019 (+7,4%). 2,2 milliards d'euros ont ainsi pu être contractés, malgré les perturbations liées au confinement survenues en mars (2 semaines de confinement).
- Alors qu'il est possible que le rythme de croissance des crédits immobiliers consentis ralentisse au 2^{ème} trimestre (6 semaines de confinement), il est toutefois difficile d'estimer l'impact que pourrait avoir cette crise sanitaire sur le marché immobilier au Luxembourg.

Crédits immobiliers consentis aux ménages résidents pour des immeubles situés au Luxembourg (millions d'euros)



4. FINANCES PUBLIQUES

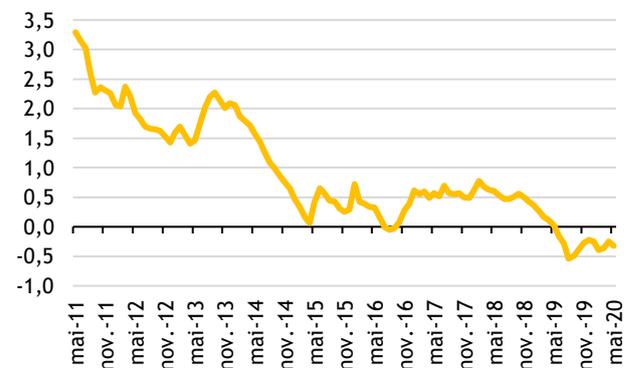
Rendement des emprunts publics

Mai 2020

Source : [BCL](#)

- Le rendement des emprunts publics luxembourgeois est resté en territoire négatif en mai, pour le douzième mois consécutif.
- En avril 2020, le Ministère des Finances a annoncé avoir placé une émission obligataire de 2,5 milliards d'euros (l'équivalent de 3,9% du PIB de 2019) en deux tranches de crédit (1,5 milliard sur 5 ans et 1 milliard sur 10 ans) pour un taux moyen pondéré de -0,035%, des conditions d'emprunt toujours très favorables.

Rendement des emprunts publics luxembourgeois (valeurs moyennes de la période, % annuels)

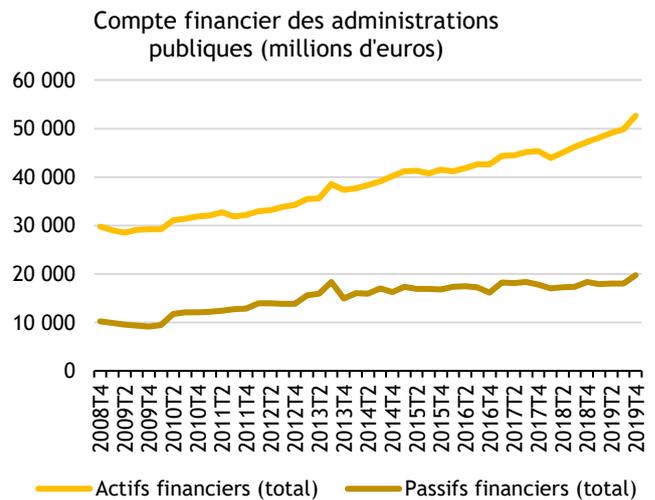


Compte financier des administrations publiques

4^{ème} trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Fin 2019, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 19,7 milliards d'euros (+7,6% par rapport au 4^{ème} trimestre 2018) dont 10,4 milliards de titres de créance (+17%) et 4,1 milliards de crédits (-3%).
- Le total de l'actif était de 52,6 milliards d'euros (+8% sur un an) dont 23,7 milliards est composé d'actions et de parts de fonds (+4,7%). Les actifs financiers nets s'élevaient à 32,9 milliards d'euros (+10,2% en un an).
- Dans son Programme de Stabilité et de Croissance 2020 (PSC), le gouvernement estime que la dette publique brute des administrations publiques passera de 14 milliards d'euros en 2019 (22,1% du PIB) à 17 milliards en 2020 (28,7% du PIB).

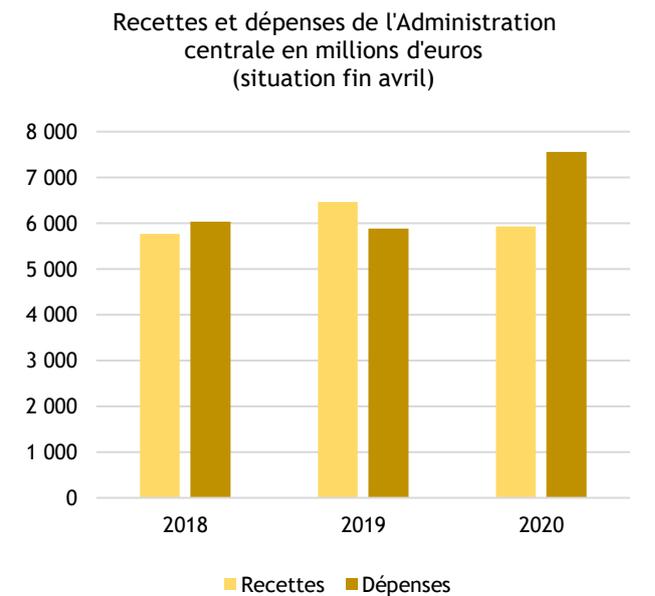


Recettes et dépenses de l'administration centrale

Avril 2020

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les quatre premiers mois de 2020, les recettes de l'Administration centrale ont diminué de 8,3% et les dépenses ont augmenté de 28,5% en comparaison à la même période en 2019. La mise en œuvre du plan de stabilisation explique ces évolutions.
- Le PSC 2020 du gouvernement prévoit que le solde budgétaire (pour l'ensemble des administrations publiques) passera d'un excédent de 1,4 milliard en 2019 (2,2% du PIB) à un déficit de 5 milliards en 2020 (-8,5% du PIB).



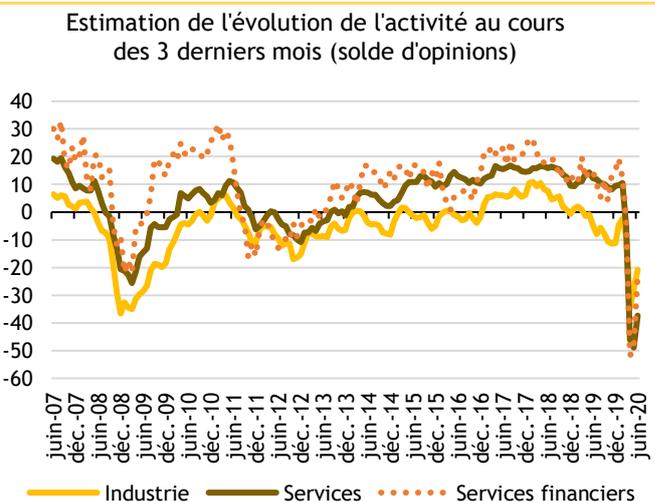
5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Juin 2020

Source : Commission européenne (industrie, services, services financiers)

- L'enquête de conjoncture de juin fait état de soldes d'opinions négatifs, mais qui se redressent. Pour l'industrie ce dernier passe de -28% en mai à -21% en juin, il passe de -49% à -37% dans les services et de -48% à -23% dans les services financiers, qui connaît le « redressement » le plus sensible.

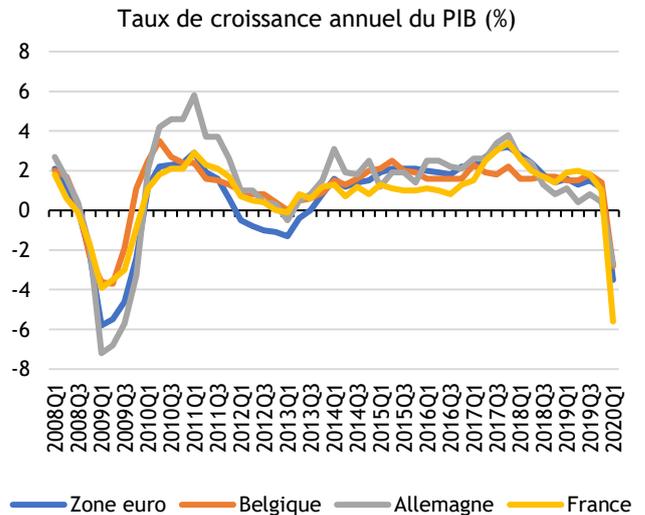


Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

1^{er} trimestre 2020

Source : [Eurostat](#)

- Selon Eurostat, le PIB de la zone euro s'est contracté de 4,1% au premier trimestre de l'année 2020, ce qui correspond à une variation annuelle de -3,5%.
- La baisse du PIB a été particulièrement prononcée pour la France (-5,6% sur un an) alors qu'elle a été plus atténuée pour la Belgique (-2,8% l'an) et l'Allemagne (-2,7%). Le STATEC estime la récession à -0,2% pour le Luxembourg.
- Pour 2020, la Commission européenne prévoit désormais une récession de 8,7% dans la zone euro (-8,8% en Belgique, -6,3% en Allemagne et -10,6% en France) et une croissance de 6,5% en 2021.

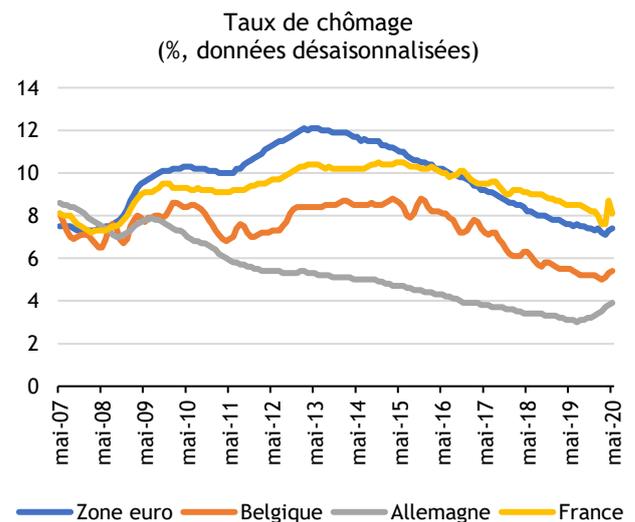


Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Mai 2020

Source : [Eurostat](#)

- Le taux de chômage dans la zone euro a progressé de +0,1 point par rapport au mois précédent pour atteindre 7,4%. Il reste inférieur au niveau atteint un an plus tôt (7,6%).
- Il existe toutefois un certain décalage entre les données des taux de chômage et les fortes hausses du nombre de demandeurs d'emploi enregistrées depuis mars en Europe. Une des explications pourrait être que certains demandeurs d'emploi ne pourraient pas satisfaire certains critères du BIT en raison du confinement (disponibilité, ...).



Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Mai 2020

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- En mai, 527 273 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 18,1% par rapport à mai 2019.
- Il s'agit d'une hausse historique du nombre de demandeurs d'emplois disponibles pour la Grande Région, même si le précédent « record » en nombre de chômeurs (576.600 en janvier 2014) n'est pas atteint à ce stade.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation du chômage. C'est au Luxembourg qu'elle est la plus importante (+33,6%). Elle est également très sensible en Rhénanie-Palatinat (+30,4%) en Sarre (+23,8%) et en Lorraine (+21,6%).
- Elle reste plus mesurée en Wallonie (+7,6%).

